

**CHERCHEURS ET ACTEURS DANS
LA RECHERCHE SOCIO-HISTORIQUE
LA MÉTHODOLOGIE CONTRACTUELLE DU GROUPEMENT POUR
LA RECHERCHE SUR LES MOUVEMENTS FAMILIAUX (GRMF)**

PAR

Michel CHAUVIÈRE
Chercheur au CNRS (GAPP, ENS Cachan)

et

Bruno DURIEZ
Chercheur au CNRS (CLERSÉ, Lille 1)

Soucieuses d'assurer leur légitimité, il arrive que des organisations politiques, syndicales ou religieuses prennent soin de publier leur propre histoire. De leur côté, certains militants parvenus à l'âge de la retraite, répondant à la demande leurs proches, de leurs organisations, ou désireux de laisser une trace de leur action, font le récit de leur expérience ou rédigent leur autobiographie. Certaines entreprises se sont même spécialisées dans ce type de récits. La recherche académique a plutôt tendance à rejeter ces productions, même si elle les utilise parfois comme source ou comme matériau.

Ces deux ordres de connaissance obéissant à des logiques différentes, il n'y a pas lieu de les opposer ni d'ailleurs de vouloir les rapprocher. En revanche, on doit se demander si la distinction opérée usuellement entre les acteurs et les chercheurs peut être utilement dépassée. Comment organiser la collaboration à des fins de connaissance entre ceux qui mènent l'action (qui font l'histoire) et ceux qui sont conduits à l'étudier ?

Certains dispositifs de recherche associent les acteurs à leur production. La plupart du temps, il s'agit de préparer les personnes concernées (habitants d'un quartier, usagers d'un service, etc.) à l'appropriation d'une action nouvelle, dans certains cas de les associer à la décision (recherche-action). La méthode présentée ici mobilise également les acteurs pour la connaissance historique des actions passées, mais elle n'a pas la prétention de contribuer à l'orientation de l'action future.

Nous conduisons en effet depuis 1983 une recherche sur les mouvements familiaux dits populaires et ruraux, durant les années quarante à soixante. Ces mouvements ont en commun de procéder de la même matrice de l'action catholique spécialisée (JOC et JAC¹) et d'avoir tous été confrontés, mais chacun à sa manière, aux problèmes d'une période cruciale (successivement le Front populaire, la guerre 1939-1945, l'occupation et le gouvernement de Vichy, la reconstruction, la guerre froide, les tensions internes à l'Eglise catholique, etc.).

Cette investigation est caractérisée par une association durable et formalisée par un contrat entre des chercheurs, un groupe stable d'anciens militants et d'actuels responsables de ces mouvements ou de ceux qui leur ont fait suite. Dans ce dispositif original nommé Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux (GRMF), chercheurs et acteurs sont engagés ensemble pour une production de connaissances. Cet engagement vaut à toutes les étapes du travail, de la mise sur pied du dispositif à l'écriture à plusieurs voix d'ouvrages collectifs.

Nous avons qualifié cette méthode d'interactive et de contractuelle². Aujourd'hui, riches d'une expérience de plusieurs années, de l'édition d'une dizaine de *Cahiers du GRMF* et de la constitution d'un fonds d'archives spécialisé³, il devient possible de faire retour sur les moyens utilisés, les points forts, les limites et les difficultés de l'entreprise, de manière à reconstituer les éléments d'une véritable méthodologie, susceptible d'être reprise et adaptée à d'autres objets, avec d'autres partenaires.

Le présent article sera plus spécialement centré sur le rôle du contrat, en d'autres termes sur les implications de la formalisation des relations entre les personnes associées. Le contrat doit donc être vu comme le moteur de la recherche. La présentation de cette méthode prendra assez largement la forme du récit d'une expérience, sachant que celle-ci n'est pas encore achevée.

On abordera successivement la genèse du GRMF et la place du contrat dans les différentes phases de travail, puis on esquissera un bilan du dispositif.

1. La Jeunesse ouvrière chrétienne et la Jeunesse agricole catholique (avec chacune sa branche masculine et sa branche féminine), mouvements d'action catholique spécialisée (par milieu), ont été créés dans l'entre-deux-guerres.

2. Pour une rapide présentation, voir notre article "Un dispositif de co-histoire dans l'étude des mouvements sociaux contemporains. Le Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux", *Politix*, n° 26, deuxième trimestre 1994.

3. Outre ces dix volumes et quatre autres encore en gestation, que nous éditons par nos propres moyens puis commercialisons à raison de 500 à 1 500 exemplaires par numéro, nous avons également produit un index évolutif. Le fonds d'archives est déposé depuis 1997 au Centre des archives du monde du travail (Archives de France) à Roubaix.

I - UN PROJET COMMUN D'HISTOIRE DU TEMPS PRÉSENT

A) Une recherche associant trois groupes d'acteurs

A la fin des années trente, plusieurs mouvements d'action catholique spécialisée de jeunes ont donné naissance à des mouvements d'adultes : Ligue ouvrière chrétienne (LOC) puis Mouvement populaire des familles (MPF), Ligue agricole catholique (LAC) puis Mouvement familial rural (MFR). Ceux-ci, dans leur prétention à couvrir l'ensemble du champ de l'action hors travail, ont été conduits à leur tour à créer, directement ou non, plusieurs organisations pour assurer la représentation des familles : Associations familiales ouvrières (AFO), Associations familiales rurales (AFR), ou pour leur apporter des services comme l'aide familiale à domicile, les maisons de vacances, etc. Les organisations de cette mouvance ont à leur tour connu de nombreux avatars qui ont contribué à d'autres créations : un parti politique, le Parti socialiste unifié (PSU) ; un nouveau mouvement d'action catholique, l'Action catholique ouvrière (ACO) ; des fédérations d'associations spécialisées comme Loisirs Vacances Tourisme (LVT) ; des organisations de défense des familles, des consommateurs ou des usagers : la Confédération syndicale des familles (CSF), la Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV), devenue récemment Consommation, logement et cadre de vie (CLCV), ou encore Familles rurales...

Ces organisations, dont les liens ont varié durant l'histoire de ces cinquante dernières années, ont longtemps eu une triple présence : dans le champ religieux, dans le champ politique et dans celui de l'action sociale. Elles constituent un ensemble complexe qui fournit à la recherche un terrain privilégié d'investigation et de questionnement. Ainsi, à titre d'exemple : la mobilisation d'ouvriers formés à l'action dans les mouvements chrétiens ; le rapport ambivalent des mouvements et de leurs militants au communisme et, plus globalement, à la politique ; le passage de l'action sociale à but confessionnel à une action para-étatique ; le régime de Vichy ; la place de la famille comme référent central et organisateur de l'action ; les services dans la transformation du monde rural, etc.

Le GRMF est né d'une rencontre entre trois partenaires intéressés à des titres divers par l'écriture de l'histoire de cette grappe de mouvements : des anciens préoccupés d'écrire leurs mémoires, de rassembler des archives ou d'organiser d'amicales retrouvailles ; des organisations ayant le souci légitime que leur histoire soit écrite et bien écrite ; des chercheurs enfin que leurs travaux entraînaient sur ce terrain important mais encore peu défriché.

La proposition initiale de se retrouver sur un objet commun est venue des chercheurs. Nous l'avons adressée simultanément à d'anciens militants, ayant eu des responsabilités dans quelques-uns de ces mouvements durant les années

quarante et cinquante, à des responsables actuels d'organisations ainsi qu'à d'autres chercheurs travaillant sur ces mêmes questions. Le projet était alors limité dans son ampleur comme dans sa durée, et la méthode n'était guère définie. Elle s'est construite dans l'expérience commune. Cependant, c'est assez rapidement qu'est née l'idée d'établir un contrat entre les divers partenaires réunis par ce projet.

B) Une innovation méthodologique portée par la conjoncture des années 80

Ce processus a été engagé dans le contexte particulier de la fin 1981. C'était le début du premier septennat de la gauche. Il s'agissait d'un moment important pour la recherche. Pour bon nombre d'entre nous, il devenait imaginable de développer une activité qui ne serait pas seulement au service de l'État ou des entreprises, mais aussi des travailleurs et de leurs organisations. On pouvait alors penser qu'ainsi la recherche participerait mieux à la transformation sociale et pourrait même s'associer au mouvement social. A cette même époque, d'autres initiatives du même genre voyaient le jour au sein de la communauté scientifique, expérimentant, comme nous, une sorte de socio-histoire de l'action collective, avec la même recherche d'implication. Pour les organisations également, le changement politique suscitait de nouveaux espoirs, en termes de reconnaissance, de développement et d'ouverture.

L'idée d'un travail collectif a pris forme dans ce contexte. Mais elle a aussi des origines dans certaines interrogations formulées au cours des années précédentes à l'occasion d'enquêtes menées avec des méthodes plus habituelles. Ces quelques contacts antérieurs avaient créé des liens de proximité et de confiance rendant possible une nouvelle forme de collaboration.

C'est enfin à la même période que Maurice Godelier, anthropologue, alors directeur scientifique du département des sciences humaines et sociales du CNRS, fit la promotion des "contrats de connaissance". Son projet, qui avait pour but de faciliter le désenclavement des sciences humaines et sociales en favorisant notamment les contacts avec des grands partenaires intéressés par les résultats de la recherche, était certes différent du nôtre. Mais nous en avons tout de même repris l'idée, sous la forme modeste d'un contrat formalisé entre anciens, responsables actuels et chercheurs, pour produire ensemble une connaissance de l'action passée. Nous pensions qu'avec ces partenaires, dont le rapport à la recherche était *a priori* très différent du nôtre, pouvait s'établir pour un temps limité une collaboration originale sur un objet commun : l'histoire des organisations et des pratiques militantes au cours des années quarante et cinquante.

C) Un objet complexe pouvant être abordé par un ensemble combiné de disciplines

L'objet choisi est tout à la fois complexe et foisonnant. Complexe, en ce qu'il se situe au carrefour de plusieurs phénomènes sociaux et de plusieurs problématiques. En amont, l'Eglise et le mouvement ouvrier, mais aussi l'Eglise et le monde rural. Au cœur : la famille, comme problème connu mais rarement abordé sous l'angle des mouvements familiaux. En aval : le féminisme et l'action sociale, plus quelques sous-ensembles également significatifs tels que le travail, le logement, l'école, les consommateurs, les usagers des services publics qui, pour l'essentiel, procèdent de l'action familiale.

Foisonnant, cet objet l'est également en ce qu'il connaît de nombreuses lignes de fuite et ne se laisse pas facilement circonscrire. Foisonnant aussi, parce que le mouvement concerné, bien que faiblement institutionnalisé, a inspiré de nombreuses réalisations. C'est sans doute pourquoi, il est d'ailleurs difficile à situer dans les cadres académiques de la connaissance.

Faire valoir l'intérêt d'un tel objet requérait donc de dépasser les frontières des spécialités, à la fois entre domaines (religion, politique, action sociale, rapports de genre, etc.) et entre disciplines (histoire, sociologie, sciences politiques principalement). C'est ainsi, qu'avec d'autres, nous avons parlé de "socio-histoire", exprimant par là qu'il s'agissait non seulement de bien rendre compte de ce qui s'était passé dans une conjoncture historique particulière, mais aussi de rapporter ces situations, à maints égards exemplaires, à des processus plus globaux⁴.

Ce choix ne s'est pas imposé d'emblée. Il a été la conséquence pragmatique des questions qui sont apparues successivement et que nous avons partagées avec les divers acteurs concernés. La méthode suivie n'a pas la prétention d'accéder à la globalité ni d'articuler l'ensemble des disciplines. Malgré la démarche commune, les centres d'intérêts, les sensibilités méthodologiques sont restés différents. Mais le croisement des disciplines, rendu possible par cette approche à plusieurs voix, a porté ses fruits.

D) Une autre conception du temps de la recherche

Certes le rapport au temps des acteurs et des chercheurs n'est pas le même. Les uns, retraités et disposant théoriquement de plus de liberté, réalisent là une de leurs dernières œuvres. Il y a même pour eux une certaine urgence à mener à bien ce travail. Les autres, chercheurs en activité, inscrivent ce travail dans un processus cumulatif, parmi d'autres programmes. La bonne articulation des rythmes et des calendriers est l'une des conditions de la dynamique contractuelle du Groupement.

4. Voir Déloye (Y.), *Sociologie historique du politique*, La Découverte, Repères, 1997.

L'implication du chercheur dans ce type de méthode impose dès lors une certaine patience. Le contrat requiert un processus permanent de négociation sur les façons de faire. Comme pour l'ethnologue vivant sur son terrain, le contact continu du chercheur avec ses partenaires se traduit par une exposition de soi permanente. A la différence d'autres méthodes où ce contact est limité et ponctuel, la vie personnelle et la vie de la recherche ne sont pas ici complètement disjointes.

Le temps long de la recherche permet qu'émergent des souvenirs, que des documents sortent en plein jour, que des questions nouvelles soient formulées, que certains acteurs voient mieux l'intérêt de participer à un tel travail, mais il se paie aussi par une certaine lenteur de la production collective. Le temps est une des conditions de ce type de méthode.

II - AUX FONDEMENTS DU CONTRAT

A) Une éthique partagée de l'engagement

Sans aucun doute l'orientation donnée à ce type de travail a été rendue possible par une certaine philosophie de la recherche. Dans cette démarche, l'acteur de l'histoire ne saurait être considéré uniquement comme simple objet ou simple fournisseur de matériaux pour le travail de l'historien ou du sociologue. Ces derniers ont à rendre compte de l'histoire qu'ils écrivent à ceux qui en ont été les acteurs, même si ceux-ci sont parfois victimes de ce que certains chercheurs appellent "*l'illusion contemporanéiste*"⁵, c'est-à-dire la prétention du témoin ou de l'acteur impliqué dans l'événement à mieux connaître et analyser celui-ci que quiconque, en particulier l'historien.

Dans l'échange durable que permet la méthode se construit une confiance réciproque. Ce qui ne veut pas dire compromis ou allégeance du chercheur à la vision que les acteurs proposent de leur action. Elle permet plutôt qu'une analyse différente, voire inattendue, soit développée et soumise à débat tout au long du processus de recherche et non seulement à la fin de celui-ci. De son côté, les acteurs concernés peuvent légitimement espérer trouver dans cet engagement une forme de valorisation de leur action passée. La recherche permet que le souvenir en soit gardé.

On ne partage jamais par hasard ce type de conviction avec des groupes d'acteurs. Sans doute le parcours, la formation des personnes les plus engagées dans cette entreprise (chercheurs comme anciens), les préparaient-elles à accepter plus que d'autres de rentrer dans la démarche. Sans doute une certaine connivence entre acteurs et chercheurs a-t-elle aussi permis le succès de

5. Rousso (H.), *La hantise du passé. Entretiens avec Philippe Petit*, Paris, Textuel, Conversations pour demain, 1998.

la méthode. Pour autant, les chercheurs sont restés extérieurs aux mouvements. En ce qui nous concerne, nous n'avions pas de militantisme commun avec les anciens qui se sont engagés dans cette recherche. Cependant nous partageons avec eux une certaine culture catholique et un humanisme social qui ont fourni les bases d'une meilleure compréhension réciproque. Cette situation éloigne les sociologues de l'objectivisme dominant dans leur discipline et les rapproche du point de vue de certains historiens, mais aussi de sociologues, pour lesquels la compréhension passe par la compassion ou la capacité à vivre en communion avec l'autre. Peut-on comprendre quelqu'un avec qui l'on est en relation d'imimité⁶ ?

Cette conception de l'engagement requiert à la fois l'implication, la réciprocité et la durée. Il faut d'abord vouloir aller au-delà de la simple curiosité pour les faits et aspirer à construire une autre relation avec les femmes et les hommes qui ont incarné les situations soumises à examen. Au "pas de côté", gage de distanciation propre à la recherche, il faut ajouter un pas vers l'autre. Mais prendre le risque de s'impliquer davantage ne va jamais sans contradictions nouvelles. Le contrat permet de les traiter et de les dépasser.

La réciprocité vaut comme reconnaissance que la vérité sur le sens des événements ne saurait être le monopole de quiconque. Les chercheurs contribuent à leur manière, selon des règles exigeantes de construction des savoirs, à l'approche de cette vérité. Les anciens, s'ils ont la pleine propriété de leurs souvenirs personnels, n'ont pas pour autant de magistrature naturelle à exercer sur le sens de l'action collective à laquelle ils ont contribué. A leur niveau, c'est également la confrontation qui permet le travail historique.

Enfin, cette pratique impliquée et réciproque ne devient réellement productive qu'à l'épreuve du temps. On peut échanger superficiellement et sans lendemain avec de très nombreux acteurs, mais seuls la réitération, l'approfondissement et inévitablement le compagnonnage permettent de donner progressivement sens et portée aux témoignages et aux archives qui s'y trouvent associées.

B) Un accord pour construire une problématique

Le GRMF n'a pas été que le simple conservatoire de la mémoire des militants et de leurs archives. Pour aller au delà de ces pratiques empiriques nécessaires, l'élaboration d'une problématique s'imposait. Non sans difficultés et critiques, nos partenaires anciens militants ont fait progressivement l'apprentissage de cette façon de procéder, alors même que ce type d'approche était étrangère à leur culture d'origine.

6. Voir Prost (A.), *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Editions du Seuil, 1996.

L'exigence d'une problématique s'est posée très tôt au moment de la définition initiale de l'objet du Groupement. A la différence de ce qui se fait fréquemment et sous l'impulsion des chercheurs, le GRMF s'est alors orienté vers l'histoire non pas d'une seule mais de plusieurs organisations, proches autant que concurrentes et soucieuses de défendre chacune son identité. C'est ainsi que nous avons tenu à aborder tout à la fois les mouvements populaires et les mouvements ruraux, parce qu'issus de la même matrice. Cette première option n'offrait certes pas une garantie absolue de pertinence historique, mais elle obligeait à dépasser les tensions qui existent naturellement entre les organisations et même entre les personnes, pour privilégier un objectif de recherche. Cette ligne de conduite a connu des hauts et des bas et finalement le travail s'est davantage développé du côté des associations populaires et beaucoup moins du côté rural. Mais le cap a été maintenu. Au demeurant, chaque mouvement a continué d'évoquer librement son histoire lors de ses congrès, à l'occasion d'anniversaires, dans des brochures ou à travers la biographie de certains de ses dirigeants prestigieux. La comparaison de ces publications avec celles du GRMF montre simplement la différence des genres.

La même obligation de fixer ensemble notre problématique et notre orientation de recherche s'est de nouveau posée aux lendemains de la première journée d'étude (1982). Cette rencontre avait été conçue à partir d'une interrogation empirique simple, comme en témoigne le premier *Cahier* publié en 1983 : "Comment sont nés et se sont développés vos mouvements ? Parlons-en". Après délibération, la seconde rencontre puis la troisième ont été au contraire centrées chacune sur un seul thème, tout en continuant à recueillir des témoignages susceptibles de préciser les chronologies et les acteurs. S'agissant du seul mouvement populaire, étaient en effet apparues quelques questions plus incisives et plus difficiles. D'abord sur le sens de la déconfessionnalisation de ce qui avait été un mouvement d'action catholique, puis sur la traversée de la période de Vichy ou comment combiner loyalisme vis-à-vis de la politique familiale, solidarité dans la guerre et résistance morale, puis sur la place paradoxale d'une presse autorisée du travail et de la famille durant cette période et, enfin, sur l'articulation alors peu claire, s'agissant d'un mouvement de foyers chrétiens, du militantisme actif et d'un certain féminisme populaire. Toutes ces formulations longuement discutées ont fait progresser le travail commun de "mise en problème", sans monopole des chercheurs.

La méthode retenue a donc été de ne pas écrire une grande histoire unifiée des mouvements, mais, au fil du temps, de retenir des thèmes ou des moments précis susceptibles de faire question. Cette orientation a notamment permis de nourrir une chronologie. Ce type d'exercice apparemment simple s'est révélé être en réalité un enjeu central pour les acteurs et une source de riches confrontations. Elle a permis aussi et surtout de proposer des explications recevables et soumises à discussion, quant au sens des actions menées.

Les anciens militants sont-ils de la sorte devenus progressivement des chercheurs ? Statutairement, non ; mais de fait, plutôt oui. Les pratiques de la dizaine de personnes qui ont accompagné la démarche depuis le début en témoignent. Ils ont progressivement accepté de s'interroger, de mettre en question l'action passée, au lieu de s'en tenir au récit et à la simple foi dans le témoignage, fut-il direct. Ils ont aussi parié sur la confrontation entre anciens et avec les chercheurs. Enfin, ils se sont engagés dans une écriture collective, non autobiographique.

C) La formalisation juridique du contrat

Pour que le contrat soit bien le moteur de la recherche, il nous a semblé important qu'il soit juridiquement validé. C'est la raison de la création d'une association *ad hoc* dotant notre organisation d'une personnalité juridique, association pour la recherche et non association de recherche. Si l'association constitue un puissant moyen fédérateur, grâce notamment à ses adhérents, elle aura surtout été un lieu tiers permettant de dépasser la diversité des appartenances à des organisations, pour les militants, à des laboratoires, pour les chercheurs. Le GRMF, dont l'existence est reconnue par ceux-ci comme par celles-là, est à la fois l'instrument et le symbole de la recherche commune.

Pourquoi ce choix ? Souvent les mouvements soucieux d'écrire leur histoire pour mieux se légitimer font appel à des chercheurs, issus de leurs rangs ou considérés comme des sympathisants. Ceux-ci sont alors en intimité avec leur sujet, ce qui peut sembler offrir des avantages pour la connaissance. Mais leur implication non médiatisée et parfois leur parti pris limitent leur liberté d'analyse. Dans d'autres cas, en histoire ou en science politique, certains acteurs sont invités à l'université ou au CNRS pour apporter leur témoignage devant une assemblée de chercheurs. Leur récit fera ensuite l'objet de l'analyse critique des spécialistes, hors de leur présence. Au mieux ils n'en connaîtront les résultats que beaucoup plus tard, si on ne les a pas oubliés.

Sans nier l'intérêt de ces démarches, il nous a semblé préférable de créer un lieu singulier permettant de construire une suffisante neutralité axiologique, à bonne distance des attaches des uns et des autres. Au GRMF participent des individus, tout à la fois *intuitu personae* et éventuellement comme membres actifs des mouvements concernés ou comme chercheurs, avec le soutien de leurs organisations respectives. Les partenaires sont liés par un intérêt commun pour l'histoire de certaines périodes, même si les investissements et les enjeux sont bien différents pour les uns et pour les autres.

Lors de la création de l'association, un débat significatif est apparu au sujet des personnes morales. Les mouvements qui soutiennent le projet devaient-ils constituer un collège particulier, distinct de celui des personnes physiques. Il fut décidé finalement que non et que les organisations seraient

seulement représentées par tel ou tel de leur membre prêt à s'engager personnellement dans l'opération. Il s'agissait d'éviter le risque de parole autorisée ou de mainmise de prétendus ayants droit des mouvements concernés. Il fallait aussi empêcher que le GRMF ne devienne l'un des champs de l'affrontement entre des organisations souvent rivales.

Toute vie associative a ses propres exigences. Souvent les anciens militants en sont d'ailleurs de véritables experts. S'y engager avec eux n'est pas toujours une sinécure. Mais cette contrainte permet que chercheurs et militants s'obligent à débattre et à délibérer pour choisir ensemble les questions à traiter, qu'ils négocient les procédures de coproduction et qu'ils évaluent les avancées de leur entreprise commune. Le rituel associatif est alors un précieux adjuvant, malgré les écueils toujours présents d'une formalisation excessive ou d'une dérive bureaucratique.

En dépit des inégalités qui ont subsisté, les engagements ont pu ainsi demeurer formellement égaux tout au long du processus. A vrai dire, nous avons tous veillé à ce que le processus demeure ouvert.

III - MISE EN ŒUVRE DU CONTRAT ET PRODUCTION DE CONNAISSANCES

Si le contrat est une fiction solidaire, elle s'éprouve et se valide aux différentes étapes du travail collectif : de l'organisation matérielle à la production et à la diffusion des résultats.

A) Le contrat organise les conditions matérielles des situations d'interaction

La méthode du GRMF implique la recherche de situations fécondes en interactions. Le contrat, à travers la vie associative, le choix des thèmes et lieux de travail, le bulletin de liaison et la gestion des incidents de parcours, en donne la possibilité.

En sciences sociales, la relation entre interviewé et intervieweur dans la situation d'entretien est toujours une interaction, bien que souvent déniée comme telle. Pourtant, le plus souvent, ce qu'a confié la personne interrogée devient objet d'analyse pour le seul intervieweur. La méthode mise au point au sein du GRMF veut au contraire reconnaître pleinement cette situation d'interaction, qui vaut tout à la fois entre acteurs et entre chercheurs et acteurs. Elle tente aussi de l'organiser et de l'exploiter au mieux tout au long du processus de recherche. C'est la raison d'être de toute une organisation exigeante, modulable et régulièrement soumise à l'examen collectif.

Les journées d'étude thématiques constituent l'élément de base du dispositif. Sur une question fixée et préparée à l'avance, elles rassemblent entre trente et cinquante personnes, des anciens et des chercheurs, en plusieurs séquences de travail entrecoupées de moments de convivialité. Ces travaux font l'objet d'une transcription, les contributions sont retournées à chacun et le travail de mise en forme définitive mobilise les chercheurs et quelques anciens. Ces journées d'étude, ainsi que d'autres rencontres restreintes sur des questions plus précises, sont ainsi des moments privilégiés d'interaction, qui servent l'avancée des travaux du GRMF.

D'autres journées d'étude ont été organisées différemment. Plusieurs se sont déroulées en province et ont été consacrées à l'action des mouvements dans une région. Une d'entre elles a donné lieu à une publication complète⁷ ; d'autres ont été insérées partiellement dans certains *Cahiers du GRMF*. Une journée a été consacrée au bilan intellectuel de la démarche. Elle associait des habitués du Groupement et quelques chercheurs observateurs mais aussi lecteurs critiques de nos travaux. Elle sera publiée dans un prochain *Cahier*.

Le bulletin, réalisé conjointement par les chercheurs et les anciens membres du bureau, a une double fonction : informer les adhérents et les personnes intéressées des réalisations et productions du GRMF, mais aussi motiver les plus disponibles à entrer dans la dynamique de la recherche. Plus d'une trentaine de bulletins ont ainsi été diffusés⁸. C'est là un moment de communication essentiel qui consolide également l'activité du Groupement.

Ces différents moyens ont permis l'enrichissement des objets successifs de la recherche. Dans ce dispositif, s'ils sont bien partie prenante d'un auteur collectif de recherche symbolisé par le Groupement, les chercheurs ne sont pas seuls en position de maîtrise au plan du management matériel et financier de l'opération.

B) Le contrat permet de gérer collectivement la confrontation des points de vue

L'interaction conduit logiquement à la confrontation des points de vue. Nous avons là un appui très clair. De cette confrontation naît une certaine forme de connaissance : non seulement des précisions historiques, éventuellement des faits nouveaux, mais aussi une connaissance partagée et discutée du sens des faits. Dans le dispositif ne sont pas confrontés que des souvenirs mais aussi des analyses, celles des acteurs tout autant que celles des chercheurs. A défaut de

7. *Vingt ans de luttes ouvrières et familiales. 1940-1960. Le MPF dans le Nord-Pas de Calais. Espoirs et réalisations*, Les Cahiers du GRMF, n° 5, 1988.

8. Ils se composent régulièrement d'un éditorial, d'un compte-rendu des activités, des projets à venir, d'appels à contributions ou à réactions, des échos consacrés à nos productions et des travaux complémentaires dans le même domaine, des nouvelles des uns et des autres.

reconstituer le sens que ces actions avaient en leur temps, nous bénéficions par là d'un accès privilégié au sens que les acteurs d'hier donnent aujourd'hui aux actions qu'ils ont pu conduire ou auxquelles ils ont été associés.

Les relations ne sont bien sûr pas toujours iréniques ! Certains sujets peuvent conduire au conflit, par réactivation de clivages anciens. Ce fut le cas lors de l'étude d'une scission qui affecta en 1951 le Mouvement de libération du peuple⁹, avec les protagonistes de cet événement douloureux. C'est d'ailleurs pourquoi, condition de base, la confrontation doit rassembler des individus et non les porte-parole de groupes constitués. L'expérience a montré que lorsque cette consigne n'était pas respectée, l'analyse pouvait se figer rapidement ; nous avons vu, par exemple, un actuel dirigeant demander à un ancien de reconnaître ses erreurs et de faire son autocritique. L'histoire est toujours un objet des conflits entre organisations et groupes dans leur quête de légitimité. C'est pourquoi il importe de réduire ce risque, sous peine de devoir se contenter de la langue de bois organisationnelle.

D'un bout à l'autre de la démarche, le dispositif implique donc le respect du pluralisme des points de vue, ce que Philippe Lucas qualifie de polyphonie¹⁰. En conséquence, il ne saurait y avoir un savoir faible, celui des acteurs, et un savoir fort, celui des chercheurs, mais deux modes de connaissance de la réalité. Dans ces conditions, le point de vue du chercheur progresse par débats successifs avec d'autres chercheurs et surtout avec les acteurs. Nous procédons selon une logique d'enrichissement progressif plus que de découverte d'une vérité enfouie. Ce n'est pas toujours facile ! D'autant que dans notre exemple, la recherche a été menée avec des militants qui, par formation sur le tas et dans les organisations, sont devenus fort habiles dans l'approche des situations sociales et sont souvent très exigeants dans les débats. Ce qui n'est pas toujours favorable à l'analyse distanciée.

Il ne s'agit pas ici d'aboutir à un savoir unique, homogène, par synthèse, ajustements ou compromis, comme c'est le cas dans d'autres dispositifs collectifs où les résultats sont, au final, exprimés d'une seule voix. Il ne s'agit pas non plus de révéler, de dévoiler aux acteurs le sens caché des choses, de corriger leur "fausse conscience", même si, bien sûr, la méthode introduit inévitablement à cette maïeutique. De fait, elle conduit à voir d'un autre regard des choses déjà mille fois vues et analysées autrement. Mais l'essentiel n'est pas là. Il s'agit avant tout que, dans la production écrite, les différents points de vue soient présentés comme autant de constructions légitimes. Il s'ensuit que les ouvrages tirés de cette méthode ne peuvent pas avoir la forme de beaux livres académiques. La connaissance y est présentée en train d'être produite, inachevée en quelque sorte.

9. Nouveau nom donné au Mouvement populaire des familles à partir de 1950 (voir *Une communauté brisée. Regards croisés sur la scission MLP-MLO de 1951*, Les Cahiers du GRMF, n° 9, 1995).

10. Fritsch (Ph.) (dir.), *Implication et engagement. En mémoire de Philippe Lucas*, Presses universitaires de Lyon, 1999.

Quelques expériences malheureuses nous ont montré que ce principe d'interaction n'est pas toujours facile à respecter dans toutes ses implications. Ce fut le cas dans une recherche locale où nous avons déploré qu'une petite équipe, qui refusait l'écrit d'un chercheur pour y substituer sa propre vision des faits, ait pu paralyser le fonctionnement général pendant de longs mois. Ce fut également le cas lorsqu'un ancien militant — mais cela aurait pu être aussi bien un chercheur — fit la synthèse, en son propre nom, des propos qu'il avait recueillis auprès de ses camarades d'autrefois.

La formalisation contractuelle vise donc à créer les conditions pour que des conflits d'interprétation aient lieu, puissent être approfondis, mais sans mettre en péril la poursuite de la recherche. Le rappel de ce principe méthodologique nous a donné à plusieurs reprises les moyens de réguler certaines tensions suscitées par la confrontation elle-même.

C) Le contrat structure la coproduction

Les produits scientifiques sont de deux types : les *Cahiers du GRMF* et un fonds d'archives. Ils engagent solidairement les parties contractantes. Malgré les aléas inévitables dans ce genre d'opération, on peut réellement parler de coproduction, tant chercheurs et anciens sont liés dans la conception, la production matérielle et la gestion de ces produits.

La série des *Cahiers* est évidemment l'emblème du GRMF, bien qu'il ne s'agisse en réalité que de productions intermédiaires. Dix *Cahiers* ont été publiés à ce jour et quatre sont encore à venir. C'est une série de près de 3 000 pages qui associe, cas par cas, des informations historiques, des extraits d'archives, des récits d'actions, des entretiens individuels et des interviews collectives, des témoignages, des échanges tirés des journées d'études, des tableaux ainsi que diverses contributions commandées à des anciens ou à des chercheurs.

Si chaque ouvrage a son contenu propre, l'ensemble a une ligne éditoriale et un style communs. Par convention il n'y a pas d'auteur individualisé sur la page de couverture. Cependant si la responsabilité de chaque *Cahier* est collective, tous les propos sont personnalisés, y compris dans les débats¹¹. Si bien que parmi les dix *Cahiers* publiés, certains ont été plus nettement pilotés par les chercheurs et d'autres par des anciens. Le contrat nous a permis de gérer au mieux cette diversité, dans le respect des prudences des uns et des autres, et avec le souci de la spécificité de chaque dossier.

11. Pareille communauté heurte la gestion des carrières dans la recherche ; si bien que nous avons dû à plusieurs reprises inventer *ex-post* des formules du type "sous la responsabilité de" pour préciser qui avait fait quoi et pouvait s'en prévaloir.

L'élaboration d'un *Cahier* n'est pas de tout repos. Il s'agit en effet de rendre par écrit ce que les journées d'études ou les travaux intermédiaires ont commencé de constituer oralement : à savoir une multiplicité de points de vue, d'analyses autour d'un objet si possible bien identifié (un événement, une action ou un groupe d'acteurs), cadré par une question, une problématique. A l'écrit, cela peut donner aussi bien un patchwork difficile à appréhender par un lecteur extérieur, qu'une écriture trop lissée, parfois aux limites de l'hagiographie. Entre ces deux extrêmes, il est des *Cahiers* plus conformes que d'autres au projet de coproduction et de problématisation.

Les archives ont une autre genèse et elles ont acquis ces dernières années un statut officiel. Pour faire l'analyse de cette période d'histoire contemporaine, les sources manquaient ou étaient très lacunaires. Dans ces conditions, le recours à la mémoire des acteurs s'imposait. Avant même le début de la recherche proprement dite, sur l'initiative de Georges Tamburini, ancien responsable de l'un des mouvements, des archives avaient commencé d'être organisées pour constituer une mémoire collective. L'une des tâches du GRMF a donc été de repérer et de regrouper divers documents dispersés chez les militants. Au cours de ces longues années, un fonds important a ainsi été rassemblé qui constitue un môle et un symbole fort pour notre travail collectif.

Mais contrairement à une pratique courante, il n'y a pas ici privatisation des documents au bénéfice d'un chercheur ou d'une équipe. Ces archives ont été organisées de manière à être accessibles à tous les participants et elles sont également ouvertes, hors du GRMF, à qui souhaite en prendre connaissance. L'attachement des militants à leurs archives est souvent important et la collecte des documents a pu être vécue par certains comme une forme de violence. C'est pourquoi nous avons recherché des procédures acceptables et respectueuses de cet attachement.

S'est inévitablement posé le problème stratégique du devenir de ces archives. S'agissant de mouvements situés à l'intersection de plusieurs champs, fallait-il valoriser l'appartenance au monde ouvrier, ou bien au monde familial, ou bien au monde ecclésial ou bien encore au monde de l'action sociale ? Finalement c'est la première option qui a été retenue, à l'origine du transfert à Roubaix¹².

Ainsi, par la démultiplication des procédures interactives, orales, écrites puis déposées, avons-nous recherché la possibilité d'une histoire plus totale, à plusieurs voix, produite et assumée tout à la fois de façon collective et dans le respect des différents points de vue.

12. Le dépôt, au Centre des archives du monde du travail, des archives de plusieurs mouvements chrétiens ou d'origine chrétienne, comme la Mission de France, de militants et de prêtres ouvriers, a fourni l'idée d'un colloque les 13, 14 et 15 octobre 1999 à Roubaix sur le thème "Chrétiens et ouvriers de la fin des années 1930 au début des années 1970", impliquant les travaux du GRMF (à paraître).

IV - BILAN D'UN DISPOSITIF DE RECHERCHE CONTRACTUEL

A) Des acquis

1. Une plus-value quantitative et qualitative pour des études thématiques ou locales

Tout d'abord, et c'est le plus important, cette recherche fait émerger la connaissance d'une réalité largement méconnue, parfois masquée. Des actions, des organisations, des militants, des moments d'histoire ne sont plus ignorés. C'est ainsi, par exemple, qu'ils sont pris en compte dans le vaste travail prosopographique mené sous la direction de Claude Penetier, pour l'édition de la cinquième période — 1940-1968 — du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, appelé souvent *Maitron*, du nom de son fondateur¹³.

Malgré ses imperfections, le dispositif a permis d'analyser du dedans des actions collectives singulières où se croisent en permanence le religieux, l'action sociale, l'action familiale et le politique. L'analyse est particulièrement riche d'un point de vue historiographique. Elle permet de voir, par exemple, comment s'élabore la représentation des intérêts familiaux (*Cahier* n° 3) ou comment se développe un féminisme populaire pratique (*Cahier* n° 6). Elle l'est aussi d'un point de vue sociologique. Par exemple, en faisant comprendre les formes d'expression politique d'une culture à la fois populaire, familiale et chrétienne dans un contexte de sécularisation (*Cahier* n° 2 et *Cahier* n° 9). Ces résultats proviennent non seulement de l'histoire reconstituée mais aussi de l'histoire revécue et notamment de l'approche des conflits. La méthode nous a conduits à aller plus loin dans la compréhension d'un rapport au monde singulier, dont la portée dépasse certainement l'action connue des organisations.

Les acquis de ce travail ont été repris dans d'autres écrits. Plusieurs publications des chercheurs se fondent sur ces travaux, chacun étant conduit à les développer dans sa problématique personnelle. Pour les anciens, le travail du Groupement a eu visiblement un effet d'apprentissage, en matière de rassemblement et de conservation des archives, mais aussi d'écriture et de valorisation de leur histoire collective, en divers lieux et sous diverses formes. Quant aux histoires *pro domo* que produisent les organisations, on constate que certains aspects, jusque là oubliés ou discrètement refoulés, y sont maintenant assumés plus clairement, s'agissant notamment de la période de guerre et de Vichy ou bien des rapports avec l'épiscopat. La méthode légitime cette appropriation mais surtout la maintient ouverte. La communauté de production fournit une garantie non négligeable aux yeux du plus grand nombre.

13. *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, Paris, Les Editions de l'Atelier, 44 tomes et CDROM.

Comme nous l'avons déjà souligné, ce travail restera forcément inachevé. Plus que dans d'autres types de méthode, les publications du GRMF ne closent pas le processus engagé.

2. *L'entreprise de recherche est à la fois laboratoire et intervention*

L'objectif de "l'intervention sociologique" d'Alain Touraine et de son équipe est que les acteurs, en accédant à certaine conscience de la réalité, soient amenés à modifier leurs modes d'action¹⁴. Dans la dite recherche-action, le même but est visé mais avec des moyens différents. Dans le premier cas, il s'agit plutôt de militants politiques ou syndicaux, dans le second, il s'agit de populations souvent loin de toute forme d'action collective. A la différence de ces méthodes, le GRMF n'a pas pour visée de transformer la réalité ou les façons de voir et d'agir.

Cependant, *a posteriori*, on constate que la méthode n'est pas sans effet pour les participants eux-mêmes. Chacun reconnaîtra volontiers que le long côtoiement entre acteurs et chercheurs a contribué à modifier son regard, ses catégories de perception et, par voie de conséquence, ses façons de faire. Les différences entre participants ont été productrices de changements. Les bénéfices personnels et collectifs ne se limitent donc pas à la production de connaissances et à la publication. En ce sens, ce travail tient aussi de la clinique et, pour certains acteurs, il aurait même eu une vertu cathartique, au sens du dépassement de certaines situations conflictuelles anciennes et refoulées.

Enfin, l'analyse des répertoires d'action de certains mouvements d'hier a eu aussi des incidences sur quelques mouvements contemporains. On a pu le constater concrètement dans le domaine du logement : le DAL¹⁵ y mène des actions de squattage sans ignorer celles de l'immédiat après-guerre, grâce au *Cahier* n°7. On le voit également dans le domaine des services à la personne, actuellement en pleine restructuration, quand des groupes d'acteurs cherchent à tirer argument des travaux historiques¹⁶. Ainsi, les résultats obtenus par cette méthode ont-ils pu contribuer à une meilleure prise en compte de l'expérience historique de certaines organisations. Il n'est donc pas abusif d'écrire que notre recherche participe modestement aux mouvements sociaux contemporains.

14. "Parler d'intervention [...] c'est poursuivre une action en même temps qu'un but de connaissance", Touraine (A.), *La voix et le regard*, Paris, Seuil, Sociologie permanente/1, 1978.

15. Il s'agit de l'association Droit au logement.

16. Dans le domaine de l'aide aux personnes, une association de recherche dite "Matière grise" s'est constituée en 1998 pour aborder l'histoire de la gérontologie sociale en France ; inspirée du GRMF, elle associe également chercheurs et acteurs.

B) Des limites et des incertitudes

Nous avons souligné l'importance du contrat qui formalise l'accord sur l'objet autant que sur la méthode tout en favorisant la participation de chacun, de son propre point de vue, à l'entreprise commune. Néanmoins, cette technique ne dissipe pas tous les possibles malentendus ; elle peut même être à l'origine de certains d'entre eux.

1. La persistance de plusieurs démarches et niveaux d'analyse

Malgré l'accord formel entre les parties et malgré un travail en commun de longue durée, demeure entre nous un rapport différent à l'objet. Pour les militants, c'est l'œuvre de leur vie qui est exposée et, plus ou moins directement, jugée. Leur recherche est marquée par un souci de reconnaissance et de justification. Pour les chercheurs, il s'agit plutôt d'une occasion privilégiée de répondre à des questions qu'ils se posent, de façon plus globale ou sur des terrains renouvelés. L'enjeu essentiel de ce travail en commun nous différencie très nettement. En d'autres termes, l'histoire n'est une activité "chaude" que pour les anciens et secondairement quelques organisations. C'est au contraire une pratique "froide" pour les observateurs ou chercheurs, même les mieux intentionnés.

L'objet de l'analyse, c'est essentiellement l'action des militants ; ce sont eux qui s'exposent et qui risquent la mise en cause du sens donné à leur existence, à leur propres yeux, pour leur descendance et devant l'histoire. C'est pourquoi l'analyse n'est pas toujours facile à accepter, et d'autant moins qu'elle risque de compromettre d'autres acteurs. Vu les conflits d'autrefois, il est parfois difficile d'éviter les mises en accusation ou, à l'inverse, des formes d'autocensure pour ne pas gêner d'anciens camarades. A certains moments, des positions se fixent ; en changer est plus risqué quand elles ont été exprimées devant un groupe. Assurément, les résistances ou l'intransigeance de certains fournissent aussi *a posteriori* d'excellents éclairages sur l'histoire. Mais la difficulté collective demeure, le chercheur ne pouvant ni choisir son camp ni se placer dans une position de juge ou d'arbitre, par respect du contrat passé.

On peut finalement distinguer trois niveaux d'approche dans une recherche de ce type. Ils sont inégalement atteints par la méthode contractuelle. Le premier niveau est celui de la mémoire. C'est celui du brut, du récit, des jugements de réalité. Un premier type d'écriture, par simple transcription, est associé à ce niveau. Cependant l'établissement d'une simple chronologie de référence ou la façon de qualifier les faits et les actes sont déjà des enjeux de débat. Ce niveau est le plus facile à atteindre collectivement.

Le deuxième niveau est celui de l'interprétation. C'est celui des explications plus ou moins contradictoires, des jugements d'efficacité, des constructions réfléchies sur les causes et les conséquences des actions menées.

L'écriture n'est plus simple transcription. Elle est partie intégrante de l'élaboration avec les acteurs, non sans difficultés ni ambiguïtés. Elle dépend aussi de la qualité de la problématique adoptée par le groupe. Certains *Cahiers* plus que d'autres ont fait avancer l'interprétation du sens et des implications de l'action collective.

Le troisième niveau est celui du dévoilement. C'est celui du non-dit, de l'impensé ou de l'indicible, entraînant cette fois l'anonymisation et l'abstraction. Atteindre ce niveau serait essentiel pour une compréhension en profondeur des ressorts de l'action. On y accède quelquefois dans certaines relations à deux ou trois ou à l'occasion d'un travail particulier quand l'empathie et la tolérance l'emportent sur les autres enjeux. Mais, de manière générale, ce niveau ne peut être atteint par la voie contractuelle, en raison de la culture inductive dominante dans les milieux militants, mais aussi à cause du caractère collectif et délibératif de la méthode.

2. *Les difficultés du pluralisme des points de vue*

Si la problématisation va de soi dans un processus normal de recherche ou de thèse, libre de sa progression, elle est beaucoup plus difficile dans une situation contractuelle presque intégrale, surtout si l'on veut, de surcroît, réduire la distance sociale entre observateurs et observés, entre ceux qui écrivent l'histoire et ceux qui l'ont faite. Tout contrat suppose une représentation suffisamment positive des faits et surtout la croyance qu'une maîtrise collective est toujours possible. La méthode hypothétique implique au contraire qu'on reconnaisse une part de flou et qu'on s'accorde pour y aller voir ensemble, observateurs et observés, par essais et erreurs, sans garantie d'y parvenir vraiment. Le contrat nécessite que les places des uns et des autres soient claires, dans une sorte de partenariat fonctionnel, alors que la problématisation de l'objet, couplé à la réciprocité des points de vue, entraîne l'acceptation de l'incertitude des significations, chez les chercheurs comme chez les témoins ou acteurs les plus directement concernés.

Concrètement, souvent l'acteur ou le témoin se considère spontanément comme le mieux placé pour livrer le sens des événements et la vie de groupe consolide ce point de vue en fermant les perspectives offertes par d'autres regards. Dès lors, les questionnements des chercheurs peuvent parfois apparaître aux yeux des anciens comme trop académiques ou sibyllins, face à l'épaisseur d'une expérience vécue, parfois dramatique. Cet écart peut être source d'incompréhensions. Dans un milieu formé au pragmatisme, la vision immédiate de la nécessité de l'action discrédite le détour analytique. Le souci de la réflexion secondaire, épistémologique ou méthodologique, n'est donc pas également partagé par tous les participants. Les réactions, voire les agacements, de certains acteurs nous ont parfois contraints à restreindre certaines de nos visées ou ambitions de recherche.

Entre acteurs et chercheurs joue également la différence de générations. Or l'âge est aussi porteur d'expérience sociale. Dès lors, les tentatives de problématisation par des plus jeunes peuvent être mal perçues. Enregistrer le récit d'une vie est toujours bien accueilli. Mais la méfiance s'introduit quand les chercheurs prétendent décrypter ce témoignage à l'aune de catégories qui ne sont pas celles des acteurs. Le poids de l'expérience de certains d'entre eux et l'autorité qu'elle confère s'imposent parfois de manière excessive. La logique contractuelle conduit alors au compromis, ce qui est loin de l'objectif fixé.

A l'inverse, le chercheur a lui aussi ses propres illusions, notamment celles de la toute-puissance de la problématique. Il peut être tenté d'imposer les significations de l'action les plus conformes à celle-ci. C'est ainsi que circulent parfois des interprétations discutables mais qui ne peuvent être discutées parce que brillamment soutenues avec l'aura d'un statut académique ou d'une école théorique. Ou alors, plus simplement, la confiance créée au fil des années peut conduire certains anciens à laisser au chercheur toute latitude sur des questions plus complexes. La méthode du GRMF protège partiellement de cela mais la vigilance continue de s'imposer.

Une autre difficulté naît de la confrontation aux documents d'époque. L'historien a coutume de donner au document écrit ou matériel une valeur incontestable, après l'avoir soumis à une double critique interne et externe qui le situe et en indique la portée. Le témoignage est davantage considéré comme sujet à caution ; il est utilisé comme illustration ou pour donner chair aux études documentaires. A l'expérience, la distinction apparaît moins nette. D'une part — et ce n'est pas nouveau — la valeur historique du document peut toujours être contestée surtout dans le cas d'organisations qui ont eu le souci de contrôler leur propre histoire. Souvent, des documents jugés dépassés ont tout simplement été jetés. Il reste, par exemple, difficile de reconstituer les relations entretenues par le MPF avec l'administration de Vichy. D'autre part, le témoignage, surtout lorsqu'il est recueilli dans le cadre d'un dialogue, apporte des éléments de vérité historique. Il devient même indispensable pour tenter de reconstituer le sens donné à l'événement par les acteurs de l'époque, pour articuler événements collectifs et vies personnelles, et, plus généralement, pour recréer un contexte global. Néanmoins, les éventuelles contradictions entre données documentaires et souvenirs peuvent mettre en difficulté les acteurs et empêcher alors de mener la confrontation à son terme.

Dans ce type de méthode, où la part donnée à l'acteur dans l'élucidation et l'interprétation est plus grande, des précautions particulières doivent donc être prises sous peine de fragiliser la démarche, mais aussi par respect pour les personnes.

3. Appropriation sélective et valorisation différenciée des résultats

Si la conception et la production des *Cahiers du GRMF* ont pu être tant bien que mal une œuvre collective, la valorisation de ces *Cahiers* nous a nettement séparés.

Pour les chercheurs, les enjeux sont normalement la reconnaissance par leur milieu professionnel de ce type d'investissement, la réflexion sur la méthode (ce dont témoigne aujourd'hui encore la présente contribution, rédigée par les seuls chercheurs) et la bonne place des *Cahiers* dans le champ académique. Nous avons scruté les recensions, rédigé des articles scientifiques pour les revues reconnues et des articles de vulgarisation pour des revues de moins bonne renommée, mais souvent plus largement diffusées. Nous avons également incité d'autres chercheurs à s'intéresser à ce domaine, à exploiter nos résultats, à consulter nos archives, voire à contribuer à tel ou tel *Cahier*.

De leur côté, les anciens, et les mouvements dans une moindre mesure, ont valorisé à leur manière les mêmes résultats dans leurs réseaux de connaissance ou dans leurs organisations, avec une relative indifférence aux préoccupations spécifiques des chercheurs. Nous avons souvent trouvé, nous chercheurs, globalement insuffisant leur investissement en la matière. Comme si les anciens retournaient malgré tout dans le registre du seul souvenir.

Nous avons déploré puis compris cette appropriation sélective. Déploré parce qu'elle nous montrait une limite de la méthode contractuelle. Compris parce qu'elle nous rappelait que nous n'étions engagés que dans un contrat pour la connaissance et non dans un acte militant de réhabilitation ou de soutien. Comme dans tout contrat, les parties engagées conservent leur identité et leur liberté.

4. Le risque d'enfermement dans une perspective particulière

De l'extérieur, les chercheurs sont souvent assimilés à leur objet d'étude. Cette tendance est renforcée avec ce type de méthode qui les associe étroitement aux acteurs. Plus encore, il existe un risque permanent d'enfermement dans cette relation. La connivence créée par un compagnonnage de plusieurs années expose au risque du "*ghetto culturel*", pour reprendre l'expression de Philippe Joutard¹⁷. En construisant une vision historique centrée sur une seule famille de mouvements, on n'échappe pas à un certain enfermement monographique, voire à "*l'illusion héroïque*"¹⁸. Le poids des organisations étudiées et de leurs militants dans cette période de l'histoire pourrait de ce fait paraître surévalué. On n'évite rarement ni les illusions rétrospectives ni l'euphémisation des problèmes les plus sensibles (en ce qui concerne la période

17. Joutard (Ph.), *Ces voix qui nous viennent du passé*, Paris, Hachette, 1983.

18. Dobry (M.), *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation nationale de sciences politiques, 1992.

de Vichy par exemple). D'où l'importance de solliciter d'autres points de vue ou des témoignages extérieurs au groupe permanent, de varier la composition de celui-ci, de ne pas travailler uniquement avec d'anciens responsables de haut rang, mais aussi avec des militants et des acteurs "de la base", moins sensibles à la défense de l'image de leurs mouvements.

Le propre de cette méthode, qui requiert de la part des participants une grande disponibilité, est que ne lui sont associés que des anciens militants volontaires. C'est la condition même de son existence mais c'est aussi une de ses limites. Par ce procédé, le groupe le plus actif n'est pas représentatif de l'ensemble des membres des organisations étudiées. Il est des anciens qui s'en désintéressent complètement, entendant se consacrer exclusivement à l'action présente. Certains autres militants, que l'histoire personnelle a éloignés des mouvements ou qui se sont retrouvés dans des organisations rivales, sont également, de ce fait, exclus de l'analyse. Les repère-t-on qu'il est difficile de les convaincre de participer au travail collectif. Dès lors, la recherche peut apparaître quelque peu tronquée.

Le temps, comme on l'a déjà dit, est une dimension importante de la méthode. Mais l'allongement de la recherche peut aussi contribuer à l'enfermement et devenir contre-productif. La connivence entre les participants, le plaisir des retrouvailles ont toujours leur revers. Le risque existe que le dispositif ne devienne sa propre finalité, une occasion de convivialité sympathique ou un simple lieu de mémoire. Il importe donc qu'un terme soit mis à la recherche pour éviter que la vie commune ne se substitue à celle-ci. Ce n'est pas facile.

Le Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux est une entreprise singulière tant par sa méthode que par ses résultats. Sa méthode suscite tout à la fois de l'intérêt et beaucoup de surprise. Intérêt pour le projet et sa réalisation. Intérêt pour la volonté de partager la recherche dans toutes ses dimensions avec un groupe d'anciens militants actifs, véritablement cogestionnaires de l'entreprise. Intérêt aussi pour la face cachée de l'action familiale ouvrière ou rurale que révèle l'analyse approfondie des voies et des moyens, des réussites et des crises du Mouvement populaire des familles et, dans une moindre mesure, du Mouvement familial rural, et de leurs avatars, tout au long des années quarante et cinquante.

Mais surprise aussi que ce dispositif ait tenu de 1983 à ce jour, soit dix-sept années, et ait été productif. Chacun des dix *Cahiers* publiés combine des documents d'archives inédits, des témoignages directs, des travaux historiques individuels ou collectifs intégrant le cas échéant des controverses, des essais d'interprétation, des références bibliographiques... C'est là un travail historiographique aussi complet que possible, fécondé par des hypothèses socio-historiques affinées au fur et à mesure de l'avancement des travaux et du compagnonnage critique avec les acteurs.

Il n'est pas si fréquent qu'on puisse ainsi compléter l'approche empirique des faits par l'intégration du vécu des principaux protagonistes, leurs sentiments et ressentiments d'hier, réactivés lors d'une journée d'étude, d'une campagne d'archives ou d'une réflexion méthodologique collective. Cela demande du temps, un dispositif et surtout un moteur. Le contrat pour la connaissance est ce moteur, qui unit des individus et non des organisations, qui porte sur tous les aspects de la recherche, problématiques autant que matériels, et qui garantit le respect de tous les points de vue.

La démarche a cependant ses limites et ses risques. C'est pourquoi, il nous paraît important de maintenir en permanence l'interrogation sur la portée et sur le sens de ce type d'approche, mais aussi d'en ajuster régulièrement le cadre méthodologique. Son utilisation dans d'autres champs n'est possible qu'à cette condition.

ANNEXE

Le GRMF a d'ores et déjà produit dix ouvrages dans la série des *Cahiers du GRMF* :

* *Les mouvements familiaux populaires et ruraux. Naissance, développement, mutations - 1939/1955*, Les Cahiers du GRMF, n° 1, 1983, sous la responsabilité de Michel Chauvière et Bruno Duriez, 300 pages.

* *De l'action catholique au mouvement ouvrier. La déconfessionnalisation du Mouvement populaire des familles - 1941/1950*, Les Cahiers du GRMF, n°2, 1984, sous la responsabilité de Bruno Duriez, 253 pages.

* *L'action familiale ouvrière et la politique de Vichy*, Les Cahiers du GRMF, n° 3, 1985, sous la responsabilité de Michel Chauvière, 343 pages.

* *Monde ouvrier. Une presse libre pour des temps difficiles*, Les Cahiers du GRMF, n° 4, 1986, sous la responsabilité de Louis Guéry, 253 pages.

* *Vingt ans de luttes ouvrières et familiales. 1940-1960. Le MPF dans le Nord-Pas de Calais. Espoirs et réalisations*, Les Cahiers du GRMF, n° 5, 1988, sous la responsabilité de Bruno Duriez, 239 pages.

* *Femmes, famille et action ouvrière. Pratiques et responsabilités féminines dans les mouvements familiaux populaires 1935-1958*, Les Cahiers du GRMF, n° 6, 1991, sous la responsabilité de Geneviève Dermenjian, 302 pages.

* *La bataille des squatters et l'invention du droit au logement. 1945-1955*, Les Cahiers du GRMF, n°7, 1992, sous la responsabilité de Bruno Duriez et Michel Chauvière, avec le concours du Plan urbain, 333 pages.

* *De la corporation paysanne aux associations familiales rurales. 1940-1945*, Les Cahiers du GRMF, n°8, 1995, sous la responsabilité d'Yves Ruellan, 128 pages.

* *Une communauté brisée. Regards croisés sur la scission MLP-MLO de*

1951, Les Cahiers du GRMF n°9, 1995, sous la responsabilité de Michel Chauvière, 320 pages.

* *Une politique de l'agir. Stratégie et pédagogie du Mouvement populaire des familles*, Les Cahiers du GRMF, n°10, 1997, sous la responsabilité de Georges Tamburini, 406 pages.

Quatre autres *Cahiers* sont en préparation :

* *Solidarité en actes. Services collectifs et expression des usagers dans le Mouvement populaire des familles ; 1940-1955*, Les Cahiers du GRMF, n°11, 1999 (sous la responsabilité de Bruno Duriez, Jean Nizey et Michel Chauvière).

* *Formation militante et promotion collective, De la JOC au MPF*, Les Cahiers du GRMF, n°12 (sous la responsabilité de Michel Chauvière, Bruno Duriez et Georges Tamburini).

* *Le MPF à Marseille*, Les Cahiers du GRMF, n°13 (sous la responsabilité de Geneviève Dermenjian).

* *Le MPF à Lyon*, Les Cahiers du GRMF, n°14 (sous la responsabilité d'André Chazalette et Georges Tamburini).

GRMF, 4, allée du Ternois, 59650 Villeneuve d'Ascq